AMYOT, Éric, Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945 (Montréal, Fides, 1999), 370 p., avec, en plus, 19 pages d'illustrations.

Pierre Lanthier

Volume 55, numéro 2, automne 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010363ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010363ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lanthier, P. (2001). Compte rendu de [AMYOT, Éric, Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945 (Montréal, Fides, 1999), 370 p., avec, en plus, 19 pages d'illustrations.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55(2), 241-244. <https://doi.org/10.7202/010363ar>

AMYOT, Éric, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945* (Montréal, Fides, 1999), 370 p., avec, en plus, 19 pages d'illustrations.

Fruit d'une thèse de doctorat, cet ouvrage entend « évaluer l'impact de l'opinion canadienne-française sur les rapports franco-canadiens entre 1940 et 1945 » (p. 10) et rendre compte de la bataille d'influence à laquelle se sont livré pétainistes et gaullistes pour rallier l'opinion canadienne-française (p. 12). Tout en reprenant les nombreux travaux consacrés au régime de Vichy ainsi qu'à la position de la presse québécoise face à ce gouvernement, son auteur a accompli ses propres recherches dans la presse aussi bien que dans les archives diplomatiques canadiennes et françaises et dans les Mémoires des principaux acteurs de l'époque ; il a également effectué des interviews, notamment avec Élisabeth de Miribel et Georges-Henri Lévesque. Il en est sorti un volume de huit chapitres respectant, pour l'essentiel, l'ordre chronologique.

En juin 1940, le général de Gaulle était à Londres et exhortait les Français à poursuivre la lutte contre les Allemands, tandis que le maréchal Pétain instaurait un régime non parlementaire à Vichy. On aurait pu croire les positions bien tranchées, et pourtant, sur le plan diplomatique, le programme de Pétain ne constitua pas un obstacle auprès de Londres et de Washington, qui encouragèrent même Ottawa à maintenir des liens avec Vichy (p. 26-31). King ne se fit pas prier sur cette question, dans la mesure où les élites canadiennes-françaises affichaient leur sympathie pour Pétain et sa « révolution nationale » (p. 39 et 49).

Vichy eut donc pignon sur rue à Ottawa ainsi qu'à Québec et à Montréal et y délégua des diplomates qui propagèrent ses idées tout en s'abstenant

d'évoquer la collaboration franco-allemande. Ces campagnes trouvèrent écho dans la presse francophone, et notamment dans *Le Devoir* et *Le Droit*, de même qu'auprès de bien des intellectuels et étudiants.

La France libre, à ses débuts, était à peu près ignorée par le Canada français, malgré l'appel que lui adressa de Gaulle le 1^{er} août 1940. Ce dernier, en effet, était perçu comme un pion à la solde de l'Angleterre, ce qui n'était guère prisé dans les milieux nationalistes. Par ailleurs, les premiers pas des Forces françaises libres au Canada furent difficiles. Leur représentant à Montréal, William Vignal, méprisait les Canadiens français; bien des querelles internes, et pas toujours d'ordre idéologique, paralysaient leur action. Il appartient à une femme de 24 ans, Élisabeth de Miribel, de changer la situation par d'incessantes rencontres et conférences pour défendre et expliquer les positions de la France libre. Elle comprit vite qu'attaquer Pétain de front aurait donné des résultats négatifs. Elle choisit plutôt de présenter la France libre comme la plus apte à défendre les valeurs chrétiennes contre le nazisme, qui répugnait aux Canadiens français (p. 130-131). Elle reçut de précieux appuis de personnes comme le père Marie-Alain Couturier et Georges Vanier.

L'effort le plus décisif de la part des gaullistes fut sans doute la mission du prêtre soldat D'Argenlieu, qui fit le tour du Canada français en mars-avril 1941. Dès lors, la France libre marqua des points. En décembre 1941, M^{gr} Villeneuve condamna sans appel le collaborationnisme de Vichy. En mai 1942, le gouvernement de Mackenzie King rompit avec celui de Pétain. Les événements allaient eux aussi favoriser la France libre. L'entrée en guerre des États-Unis et le retour de Pierre Laval à Vichy éloignèrent le Canada français de Pétain.

Se dressa toutefois un autre concurrent : le général Giraud, qui venait de s'évader d'Allemagne et qui était perçu comme un « Pétain respectable » parce du côté des Alliés (p. 268). En juillet 1943, il fut reçu triomphalement au Québec (p. 282-284). Cependant, les maladroites de ce militaire impétueux furent telles que de Gaulle n'eut guère de difficultés à l'écarter. Par ailleurs, au Canada, le nouveau représentant des Français libres, Gabriel Bonneau, s'avéra très efficace non seulement comme porte-parole du gaullisme, mais aussi comme rassembleur. Si bien qu'en juillet 1944, c'était au tour de Charles de Gaulle d'être accueilli en héros au Canada (p. 315).

Telles sont, résumées dans leurs traits les plus larges, les péripéties de la diplomatie française au Canada de 1940 à 1944. Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir mené une analyse de qualité et notamment d'avoir exposé les pro-

pagandes singulières des pétainistes et des gaullistes au Québec, propagandes qui taisaient l'essentiel : la collaboration avec l'Allemagne d'un côté, et la lutte antipétainiste de l'autre.

On regrettera toutefois qu'Amyot n'ait pas fourni une étude aussi convaincante de l'opinion publique. L'auteur aime bien en parler au singulier. Dans le premier chapitre, il présente celle des États-Unis et celle du Canada anglais comme peu favorables à Vichy (p. 31 et 39). Dans le cas américain, il ne précise aucune étude ni aucune source pour appuyer ce qu'il avance. Et dans le cas anglo-canadien, il se contente du point de vue de la presse (sans nommer aucun journal), du CCF, des impérialistes et des orangistes. Sont-ce là des représentants typiques du Canada anglais?

Quant à l'opinion canadienne-française, l'auteur lui-même le reconnaît, il est très difficile de s'en faire une idée précise. La presse, les rapports diplomatiques et les souvenirs personnels ne donnent tout au plus que l'opinion des élites cultivées. Des personnes comme de Miribel et Bonneau émirent certes des jugements globaux sur les Canadiens français, mais à partir d'observations faites sur les gens qu'elles côtoyaient. Il y eut bien des sondages qui, en 1942, donnaient encore une relative popularité à Pétain auprès des Canadiens français (p. 184-185) mais, pour reprendre les mises en garde d'Amyot (p. 14-19), que valaient-ils?

Et encore, si l'auteur se contentait du caractère impressionniste de son étude, il serait possible d'être indulgent, en attendant mieux. Car l'idée d'Amyot ne manque pas de justesse : entre les positions politiques françaises et canadiennes-françaises, il existait des correspondances, voire des liens (p. 77-78). Il aurait été intéressant de mener systématiquement de telles analyses comparatives. Mais à la place, Amyot a mis son énergie à décrire les humeurs des acteurs et des feuilles clérico-nationalistes. Il n'a pas manqué de citer les écrits qui faisaient des Canadiens français de bons catholiques, de bons nationalistes, et même de bons fascistes tout naturellement favorables au pétainisme. Dans sa description des courants idéologiques au Québec, il a accordé une dizaine de pages au clérico-nationalisme (p. 66-77), et moins d'un paragraphe au libéralisme (p. 77). À force de refouler le libéralisme à l'arrière-plan et de camper le clérico-nationalisme dans le camp pétainiste, Amyot finit par ne plus être en mesure d'expliquer intelligemment l'évolution du Canada français de Vichy à la France libre. Plusieurs catholiques ont embrassé la cause de la France libre au Canada. L'auteur le constate, mais sans s'y attarder.

Enfin, un trou important : les positions politiques des Français du Canada. Amyot mentionne les ambitions personnelles des Daguerre,

Quédrue et de Roumefort, mais peu leurs différends idéologiques. Il ne fait nul doute que l'antagonisme Pétain-de Gaulle, et, par la suite, la personnalité même de Charles de Gaulle divisèrent profondément cette communauté, tout comme cela s'était produit chez les Français réfugiés aux États-Unis. Mais l'auteur reste discret sur ce point; tout comme il en dit peu sur l'impact que cette même communauté eut sur l'opinion québécoise concernant la politique française.

Au total, nous avons un ouvrage qui se lit avantageusement pour l'analyse des liens diplomatiques entre le Canada et la France pendant la guerre, mais dont les lacunes méthodologiques et le parti pris trop évident dans l'étude de l'opinion publique invitent à de nouvelles recherches, plus rigoureuses et plus approfondies.

PIERRE LANTHIER

Centre interuniversitaire d'études québécoises
Université du Québec à Trois-Rivières

AUGUSTIN, Jean-Pierre et Claude SORBETS dir., *Sites publics. Lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec* (Talence, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, n° 251, 2000), 238 p.

Ce volume regroupe le fruit de travaux de chercheurs de la Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine et d'universités québécoises. Il propose une réflexion sur les sociétés canadienne et québécoise par l'étude de la diversité des sites publics (places et parcs) au Québec, de leurs modifications et des luttes d'appropriation dont ils sont l'objet par les populations. Trois principaux axes sont couverts en autant de parties : les jeux de perspectives (représentations, cadres et cartes), les effets de recontextualisation et, enfin, l'appropriation territoriale des lieux publics.

La première partie aborde la structuration des sites publics et leurs symbolismes. L'exploitation de tels sites devient rapidement un élément déterminant dans la définition de l'identité collective et ce, à plusieurs niveaux. Leur évolution est jalonnée par l'histoire socio-économique urbaine. Dès le ^{xvii}^e siècle, les places publiques montréalaises deviennent d'importants pôles de développement économique et social grâce à leur centralité géographique. Par ailleurs, la redéfinition du rôle des espaces est largement influencée par des phénomènes culturels et par différents courants tels que la modernité et la postmodernité. Par exemple, Raymond Courcy expose l'évolution particulière de la place des églises. L'auteur éta-